

ÉDUCATION. Après l'annonce d'une rentrée sur la base du volontariat

Les syndicats réclament des garanties sanitaires

EN ANNONÇANT que le retour à l'école se ferait sur la base du volontariat, Emmanuel Macron « brouille les messages », dénoncent les syndicats enseignants, qui attendent surtout des garanties sanitaires en vue d'une reprise à partir du 11 mai.

La rentrée scolaire sera « progressive, concertée avec les élus locaux et adaptée aux réalités locales », a déclaré l'Élysée hier à l'issue d'une réunion du chef de l'État avec des élus.

Priorité sera sans doute donnée aux « plus jeunes, ceux qui ne sont pas autonomes », ainsi qu'aux enfants « les plus en difficulté », mais quoi qu'il en soit sur la base du volontariat des parents, « sans obligation de retour à l'école », a précisé l'Élysée.

Mardi, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer avait déjà esquissé les pistes d'un retour à l'école étalé sur trois semaines par niveau de classe, avec des groupes de 15 élèves maximum. Il avait précisé que si une famille ne voulait pas envoyer son enfant à l'école, ce serait possible mais avec l'obligation de suivre l'enseignement à distance.

« Ce sera ingérable »

« Le ministre avait parlé du volontariat mais ce n'était pas son message principal, contrairement à ce qui ressort aujourd'hui », réagit Sophie Vénétitay, du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire. « On est face à une communication brouillonne », grince aussi Stéphane Crochet, du syndicat SE-Unsa.

« Le volontariat concernera-t-il aussi les élèves du secondaire ? Si c'est le cas, ça va être ingérable, vu les effectifs élevés de la plupart des établissements », met en garde de son côté Philippe Vincent, du SNPDEN, premier syndicat des chefs d'établissement.

Côté parents d'élèves, c'est plutôt le soulagement : « c'est bien normal que la décision fi-

nale d'envoyer ou non leur enfant à l'école leur revient », estime Rodrigo Arenas, coprésident de la FCPE, première fédération de parents. Mais attention à ne pas faire « un chantage au portefeuille » de ceux qui décident de garder leurs enfants. Il faudra que les aides financières suivent, prévient-il.

Et comment être certain que les élèves les plus éloignés de l'école - ceux pour qui la décision a justement été prise de rouvrir les établissements scolaires, selon l'Élysée - y retournent bien ?

« Ça ouvre plus de questions que de réponses », estime, perplexe, Agnès Le Brun, porte-parole en charge des questions d'éducation à l'Association des maires de France.

« Lorsqu'Emmanuel Macron évoque les plus jeunes, de quels enfants parle-t-on ? Cela mérite d'être éclairci », ajoute-t-elle. Mardi, Jean-Michel Blanquer a suggéré que reprennent en premier les élèves des grandes sections de maternelle, de CP et de CM2.



Le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer.